



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCI DE CHARTRAN

**CAVERNE-OUEST
33450 Saint-Loubes**

Références : 26-301
Code AIOT : 0100311282

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement SCI DE CHARTRAN implanté CAVERNE-OUEST 33450 Saint-Loubes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente affaire est liée à celle de Monsieur VIDEAU Philippe ayant fait l'objet d'un rapport à part, et met en cause le propriétaire des terrains, la SCI DE CHARTRAN (SIRET40408746200010) détenue en majorité par Monsieur AïT Ammar, pour dépôt illégal de déchets et négligence de sa part afin d'éviter qu'une telle situation n'advienne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI DE CHARTRAN

- CAVERNE-OUEST 33450 Saint-Loubes
- Code AIOT : 0100311282
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dépôt illégal de déchets sur la parcelle sis route des Valentins, Caverne-ouest sur la commune de Saint-Loubès.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dépôts de déchets	Arrêté Ministériel du 11/01/2012, article L.541-3	Mise en demeure, déchets	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est observé que les activités illégales de centre VHU et de stockage de déchets non dangereux se poursuivent avec une dégradation inquiétante des parcelles ; qui plus est située à proximité d'un cours d'eau (la Dordogne). Cette situation avait autrefois été imputée à M. VIDEAU, vivant seul sur la parcelle et en situation de handicap. Toutefois, la mise en cause de ce dernier qui ne semble plus avoir d'emprise sur les activités illicites menées sur le terrain dont il est question est incertaine.

Au regard de la difficulté à retrouver les producteurs de déchets et exploitants de l'activité "VHU" ainsi que de la négligence évidente du propriétaire des terrains (la SCI DE CHARTRAN - SIRET 40408746200010), il est proposé d'engager la responsabilité de cette dernière détenue majoritairement par Monsieur Aït Ammar.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dépôts de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/01/2012, article L.541-3
Thème(s) : Risques chroniques, Dépôt de déchets sur une parcelle privée
Prescription contrôlée : Article L541-3 : I.-Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai d'un mois, le cas échéant assisté par un conseil ou

représenté par un mandataire de son choix, peut le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé.

Au terme de cette procédure, si la personne concernée n'a pas obtempéré à cette injonction dans le délai imparti par la mise en demeure, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des mesures prescrites, laquelle est restituée au fur et à mesure de l'exécution de ces mesures.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. Le comptable peut engager la procédure d'avis à tiers détenteur prévue par l'article L. 263 du livre des procédures fiscales.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° peuvent être utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations, ou l'exercice des activités qui sont à l'origine des infractions constatées jusqu'à l'exécution complète des mesures imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le versement d'une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € courant à compter d'une date fixée par la décision jusqu'à ce qu'il ait été satisfait aux mesures prescrites par la mise en demeure. Le montant maximal de l'astreinte mise en recouvrement ne peut être supérieur au montant maximal de l'amende applicable pour l'infraction considérée ;

5° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 150 000 €. La décision mentionne le délai de paiement de l'amende et ses modalités. L'amende ne peut être prononcée plus d'un an à compter de la constatation des manquements.

L'exécution des travaux ordonnés d'office peut être confiée par le ministre chargé de l'environnement à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ou à un autre établissement public compétent. Les sommes consignées leur sont alors reversées à leur demande.

[...]

+ Article L541-2

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

Constats :

Cette visite d'inspection est liée à l'affaire VIDEAU Philippe qui exerçait autrefois sur la parcelle située route des Valentons, caverne-Ouest sur la commune de St-Loubès, une activité de centre VHU soumise à la réglementation ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement) non autorisée.

L'inspection qui s'était tenue en 2022 avait montré, malgré la présence de déchets résiduels de la parcelle, une nette amélioration de l'état de cette dernière avec l'évacuation des véhicules hors d'usages présents par le passé.

Toutefois en novembre 2025 l'inspection a pu constater une nette dégradation de l'état de la partie nord de la parcelle du fait de la présence :

- Sur la partie Ouest, d'une activité de réparation de véhicules ainsi que la présence d'une vingtaine de véhicules clairement hors d'usage (moteur démontés, parties plastiques tel que les pare chocs retirés, pneus absents, etc.) sur une surface supérieure à 100 m² (évaluée à 2630 m²). Cette activité est un entreposage de VHU et relève de la rubrique 2712-1 de la nomenclature des ICPE (NICPE) au régime de l'enregistrement ;
- Sur la partie Centre et Est, d'un dépôt de déchets de déconstruction (laine de verre, matériaux de déconstruction, etc.), pièces ou résidus de pièces issues du démontage de véhicules, DNDAE (déchets non dangereux issus d'activités économiques) sur une surface qui pourrait aller jusqu'à 5000 m². Certains tas sont posés à même le sol sans protection particulières tandis que d'autres sont recouverts de terre, formant des buttes sur tout l'arrière du terrain. Il est également observé des arbres morts et déchets à l'arrière de la parcelle, des bouteilles de gaz, un GRV percé duquel se déverse un liquide noir pouvant être assimilé à des hydrocarbures. Cette activité est un stockage de déchets non dangereux illégal et relève de la rubrique 2760-2b de la nomenclature précitée.

Le sol au droit de la décharge et de la partie "réparation de véhicules" présente des traces de pollutions nettes et apparentes du fait des déchets entreposés et des liquides déversés au fil du temps.

Lors de la présente inspection, en date du 26/03/2026, il est constaté qu'en l'espace de quatre mois, la décharge a fait l'objet d'une extension (présence de nouveaux types de déchet tel que des déchets verts, gravats, déchets de chantiers). L'inspection note, avec les gendarmes qui étaient également présents lors du contrôle, **l'état de pollution préoccupant de la parcelle** ; qui plus est située en bordure du cours d'eau qu'est la Dordogne (cf. photos annexées au présent rapport). La présence de deux activités ICPE illégales au droit d'un même terrain, la dégradation des parcelles au fil du temps témoignent d'une négligence évidente de la part des propriétaires de ce terrain afin de prévenir toutes atteintes graves et imminentes à l'environnement et permettre une réutilisation des parcelles pour un usage futur quel qu'il soit (y compris industriel).

A noter un élément nouveau dont a pris connaissance l'inspection : la personne morale propriétaire des terrains est la SCI DE CHARTRAN dont est actionnaire majoritaire (avec plus de 90% des parts) / dirigeant principal, M. AÏT AMMAR Amar à la date de la visite (cf. acte du 01/08/2025 de modification des parts sociales de la société annexé au présent rapport). Il n'est pas à exclure que l'arrivée de cet actionnaire dans la SCI ait joué un rôle dans l'état de pollution de la parcelle dont le présent rapport fait état.

Sur ce sujet, l'inspection note :

- la forte présence de déchets de bâtiments (laine de verre, déchets inertes de démolition, etc.) ; les photographies annexées au présent rapport en témoignant ;
- Mr Aït Ammar est également propriétaire d'une société (A.C.R AMENAGEMENTS - CONSTRUCTION - RENOVATIONS) basée à Saint-Seurin-Sur-L'Isle spécialisée dans les travaux de construction / la rénovation de bâtiment.

Pour l'heure, la SCI est mise en demeure d'évacuer l'ensemble des déchets en fournissant l'ensemble des documents de traçabilité ad-hoc. Dans le cas où les preuves (photographies) permettant d'attester que les déchets ne seraient pas évacués **OU** que les documents de suivi officiels délivrés par une installation dûment autorisée ne seraient pas transmis à l'inspection sous un délai de **3 mois** une amende d'un montant égal à l'élimination de l'ensemble des déchets présents sur la parcelle sera infligée à la SCI et donc à son représentant principal Monsieur Aït Ammar.

Par ailleurs, une information sur cette affaire est faite au procureur de la république, à la gendarmerie de Ambarès et à la mairie de Saint-Loubès.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La SCI DE CHARTRAN est mise en demeure d'évacuer l'ensemble des déchets présents sur la parcelle sis route des Valentons, la Caverne-Ouest, sur la commune de Saint-Loubès en fournissant l'ensemble des documents de traçabilité ad-hoc vers une filière autorisée. **Cette dernière dispose d'un délai de 3 mois.**

En cas de non respect de la mise en demeure dans les délais impartis une amende d'un montant égal à l'élimination de l'ensemble des déchets présents sur la parcelle sera infligée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 3 mois